



Commune du Thoronet

ACTUALISATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

RAPPORT

Phase 3

Zonage d'Assainissement



Agarthia Environnement

Sommaire

1.	PREAMBULE	3
2.	CONTRAINTES ET DEROGATIONS	3
2.1	Cadre Général	3
2.2	Possibilités Pour Le Maire D'accorder Une Prolongation De Délai	3
2.3	Possibilités pour le Maire d'Accorder une Exonération de Raccordement	5
2.4	Contraintes techniques	6
2.5	Cas de la Commune du Thoronet	7
3.	CARTE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	8



1. PREAMBULE

Les propositions de scénarii d'assainissement présentées précédemment ont pour objectif d'être en accord avec les projets de développement de la commune et le P.L.U dont la révision a été engagée par la commune.

2. CONTRAINTES ET DEROGATIONS

2.1 CADRE GÉNÉRAL

La règle générale indique que le raccordement d'un immeuble desservi par un collecteur d'assainissement des eaux usées est obligatoire dans les 2 ans qui suivent la mise en service du collecteur, sachant que des possibilités de dérogations existent, par le biais d'Arrêtés Municipaux.

Article L.1331-1 du CSP (extrait) : « *Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte.*

Un arrêté interministériel détermine les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire, approuvé par le représentant de l'état dans le département, peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation prévue au premier alinéa. (...) ».

L'arrêté interministériel cité est celui du 19 juillet 1960 modifié (par l'arrêté du 28 février 1988)

2.2 POSSIBILITÉS POUR LE MAIRE D'ACCORDER UNE PROLONGATION DE DÉLAI

Les prolongations de délais de raccordement (c'est-à-dire au-delà des 2 ans classiquement accordés) sont envisageables pour une durée maximum de 10 ans, et sous conditions cumulatives :

- ✓ L'immeuble doit avoir fait l'objet d'un PC datant de moins de 10 ans
- ✓ La mise en œuvre d'un ANC réglementaire et/ou son maintien en bon fonctionnement, sont obligatoires

Précisions :

Une prolongation est justifiée par le fait que l'immeuble a pu être construit sur un secteur ouvert à l'urbanisation mais non encore desservi par un collecteur d'assainissement. Le fait d'autoriser les propriétaires à ne pas se raccorder dans les 2 ans prévus par le Code de la Santé Publique leur permet « d'amortir » le coût d'investissement de leur installation d'assainissement non collectif s'ils le souhaitent.

La durée de 10 ans de prolongation de délai est un maximum et rien n'interdit de la réduire.

L'installation « réglementaire » d'assainissement dont il est question dans l'Arrêté du 28 février 1986 est celle autorisée par le PC.

L'âge du PC et la durée maximum du délai accordé avant raccordement peuvent se cumuler (Ainsi, en théorie, un immeuble construit il y a quelques temps, sur la base d'un PC âgé de 9 ans lors de la mise en fonctionnement d'un collecteur au droit de la parcelle peut bénéficier d'une prolongation de 10 ans - Il se passera donc 19 ans avant que le raccordement ne soit imposé).

Particularité :

L'Arrêté porte sur le « **propriétaire d'immeuble** ». En cas de changement de propriétaire, un nouvel arrêté (durée initiale déduite) peut être pris. Il pourrait également être envisagé de profiter du changement de propriétaire pour que le raccordement soit imposé.

Articulation du SPAC et du SPANC :

L'immeuble demeure de la compétence du SPANC tant que le raccordement au collecteur n'est pas réalisé.

Si le propriétaire actuel décide de mettre en vente son bien, il est important que les 2 services communiquent ; En effet, le SPANC sera probablement le seul service sollicité par le propriétaire ou son notaire dans un premier temps. Avant qu'une vérification de l'installation ne soit effectuée par le SPANC, une confirmation de la nécessité du contrôle devra être apportée par le SPAC.

Redevance AC :

Sans objet, sur le principe, l'immeuble étant, par ailleurs, soumis à la redevance ANC.

Toutefois, l'article L.1331-1 du CSP autorise tout de même la collectivité compétente en AC à percevoir une « **somme équivalente à la redevance** » d'assainissement collectif (entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement). Cela est toutefois déconseillé.

2.3 POSSIBILITÉS POUR LE MAIRE D'ACCORDER UNE EXONÉRATION DE RACCORDEMENT

Les **exonérations de raccordement** sont possibles sous 2 conditions cumulatives :

- a. L'immeuble doit être reconnu « **difficilement raccordable** ».
- b. L'existence d'une installation d'ANC « conforme » aux textes applicables.

Précisions :

La notion de « difficilement raccordable » n'est pas réglementairement définie au niveau national. Il revient donc de la fixer par le Maire, au cas par cas, ou éventuellement de la cadrer dans le règlement du service d'assainissement collectif (**ATTENTION dans ce cas aux risques d'incompatibilité avec le règlement du PLU**).

Au regard de la jurisprudence, il apparaît admis qu'un raccordement nécessitant des travaux jugés trop importants (ex : terrasse à casser, garage à traverser...) et/ou d'un coût prohibitif (ex : sensiblement supérieur au coût d'un système d'assainissement non collectif) peuvent légitimement constituer un motif de dérogation.

Cf. Jugement de la Cour administrative d'appel de Nancy (Arrêt du 20 Juillet 1995) : Des travaux de raccordement imposant à un propriétaire détruire les fondations d'une terrasse permettent d'affirmer que son habitation ne pouvait être regardée comme étant normalement raccordable au nouvel égout.

En comparaison, l'obligation de mettre en place une « simple » pompe de relevage apparaît être un argument difficilement recevable pour classer une parcelle comme « difficilement raccordable »...

IMPORTANT : Il est du rôle de la commune de démontrer que le raccordement d'un immeuble à un collecteur ne présente pas de « difficultés excessives ». Cf. Jugement de la Cour administrative d'appel de Lyon (Arrêt du 30 novembre 2010) : En l'absence de démonstration par la commune de difficultés de raccordement d'une maison, le titre exécutoire émis à l'encontre du propriétaire récalcitrant (pénalité financière) doit être annulé.

Le terme « conforme » de l'arrêté doit être entendu comme « en conformité » avec les textes applicables le jour de la validation de l'exonération par Arrêté.

Restriction importante concernant les habitations neuves et les constructions nouvelles :

En application du **Règlement Sanitaire Varois** (art. 42), le raccordement à un collecteur d'assainissement collectif est obligatoire « pour toutes constructions **nouvelles** situées à moins de 100 mètres d'un réseau existant, quelle que soit l'implantation altimétrique par rapport au réseau. ».

Maître d'Ouvrage



Objet :
Actualisation du Zonage d'Assainissement

RAPPORT PHASE 3
Zonage d'Assainissement

La possibilité de solliciter une dérogation à cette obligation existe (cf. art.164 du RSD), mais impose la sollicitation des services du Préfet, qui seul, dispose de la possibilité d'autoriser le non-respect de cette distance.

Particularité :

L'Arrêté concerne ici « **l'immeuble** ». Il devra être joint à tout acte de vente futur, sachant qu'une nouvelle étude de la situation pourrait être envisagée en cas de demande du nouveau propriétaire.

Redevance AC :

Sans objet, sur le principe, l'immeuble étant soumis à la redevance ANC.


Articulation du SPAC et du SPANC :

Le contrôle de l'installation d'ANC est de la compétence du SPANC. Le SPAC n'interviendrait qu'en cas de demande de raccordement émise à l'avenir par le propriétaire ou un de ses successeurs, ou si une modification future du maillage des réseaux d'assainissement rendait l'immeuble plus aisément raccordable par une autre voie.

2.4 CONTRAINTES TECHNIQUES

Les principales contraintes techniques relatives aux différents modes d'assainissement sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

	COLLECTIF	AUTONOME	COLLECTIF DE PROXIMITE
Topographie	Contre-pente, éloignement du réseau existant	Fortes Pentes	Fortes Pentes
Pédologie et Géologie	Rocher, Sol instable	Absence de sol ou sol inapte à l'épuration	Cumul des contraintes précédentes
Hydrogéologie / Hydrographie	Hydromorphie (nappe, zone inondable)	Hydromorphie (Nappe, Zone inondable), Aquifère vulnérable, Exutoire superficiel absent ou vulnérable	Cumul des contraintes précédentes
Habitat	Faible densité	Faible taille des parcelles	Faible densité
Réseau eaux usées existant	Etat, Capacité de transfert	-	-

Maître d'Ouvrage 	Objet : Actualisation du Zonage d'Assainissement	RAPPORT PHASE 3 Zonage d'Assainissement
---	---	--

L'un des principaux critères qui risque de rendre une solution classique d'assainissement autonome difficile à mettre en œuvre est la surface disponible sur la parcelle (distance par rapport à l'habitation, aux limites de propriété, aux arbres, ...).

Une installation de type tranchées d'infiltration nécessite une surface disponible pouvant dépasser 300 m².

Par ailleurs, en, réhabilitation d'installations existantes, l'occupation de la parcelle (positionnement de l'habitation sur la parcelle, localisation des sorties d'eaux, aménagements divers,...) peut rendre difficile l'implantation d'une nouvelle installation, même sur des parcelles de plus grande taille.

La densification de l'urbanisation sur les parcelles en zone Urbaines et à urbaniser, ainsi que l'obligation d'installer un système de rétention des eaux pluviales vont imposer dans la plupart des cas le recours à l'assainissement collectif.

2.5 CAS DE LA COMMUNE DU THORONET

De manière cumulative, les conditions qui ont été prises pour la commune du Thoronet, pour qu'une dérogation soit possible sont les suivantes :

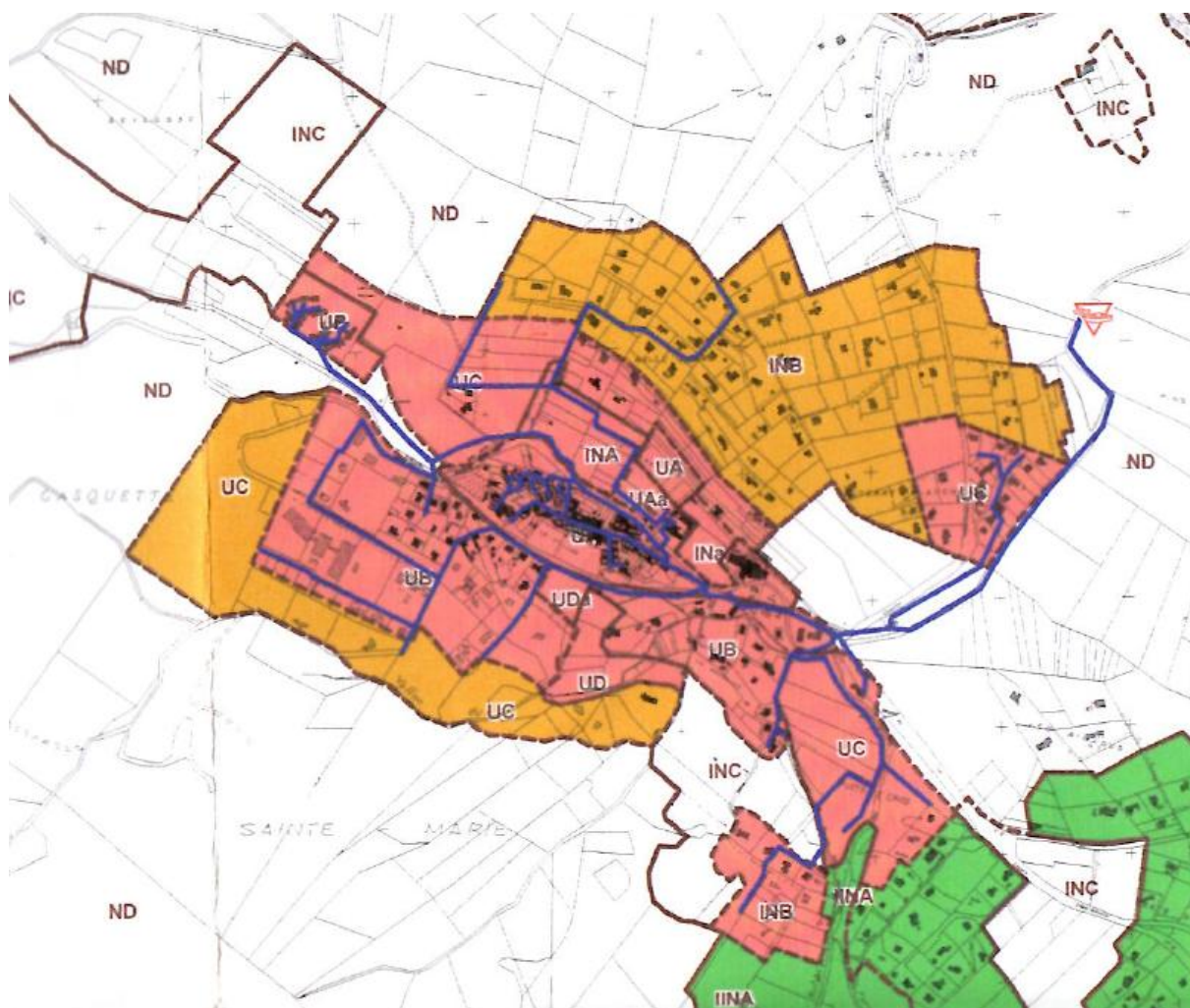
- ✓ La limite domaine privé/public doit être distante de plus de 100m par rapport à l'axe du réseau de collecte public
- ✓ Les coûts en domaine privé excèdent 10.000,00€ TTC (hors frais de branchement en domaine public, ...)
- ✓ L'installation est équipée d'un dispositif d'assainissement autonome contrôlé conforme aux réglementations en vigueur en termes d'assainissement non collectif

Une **prolongation du délai légal de raccordement de 2 ans à 10 ans pourra être accordée** si le dispositif d'assainissement autonome de l'habitation, au moment de la mise en service du réseau public, est conforme et âgé de moins de 10 ans (arrêté de P.C faisant foi).

Le Conseil Municipal devra délibérer sur les conditions de dérogations et prendre un arrêté.

3. CARTE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EN VIGUEUR A CE JOUR (RAPPEL)

Pour rappel, le zonage d'assainissement en cours jusqu'à ce jour est le suivant :



Carte de l'ancien zonage d'assainissement

Code couleur :

- ✓ Rose : assainissement collectif présent
- ✓ Orange : assainissement collectif futur
- ✓ Vert : Assainissement autonome

4. CARTE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT PROPOSE

Compte tenu des différents éléments développés ci-dessus, l'étude conduit à la proposition de plan de raccordabilité joint en page suivante.

Le code couleur est le suivant :

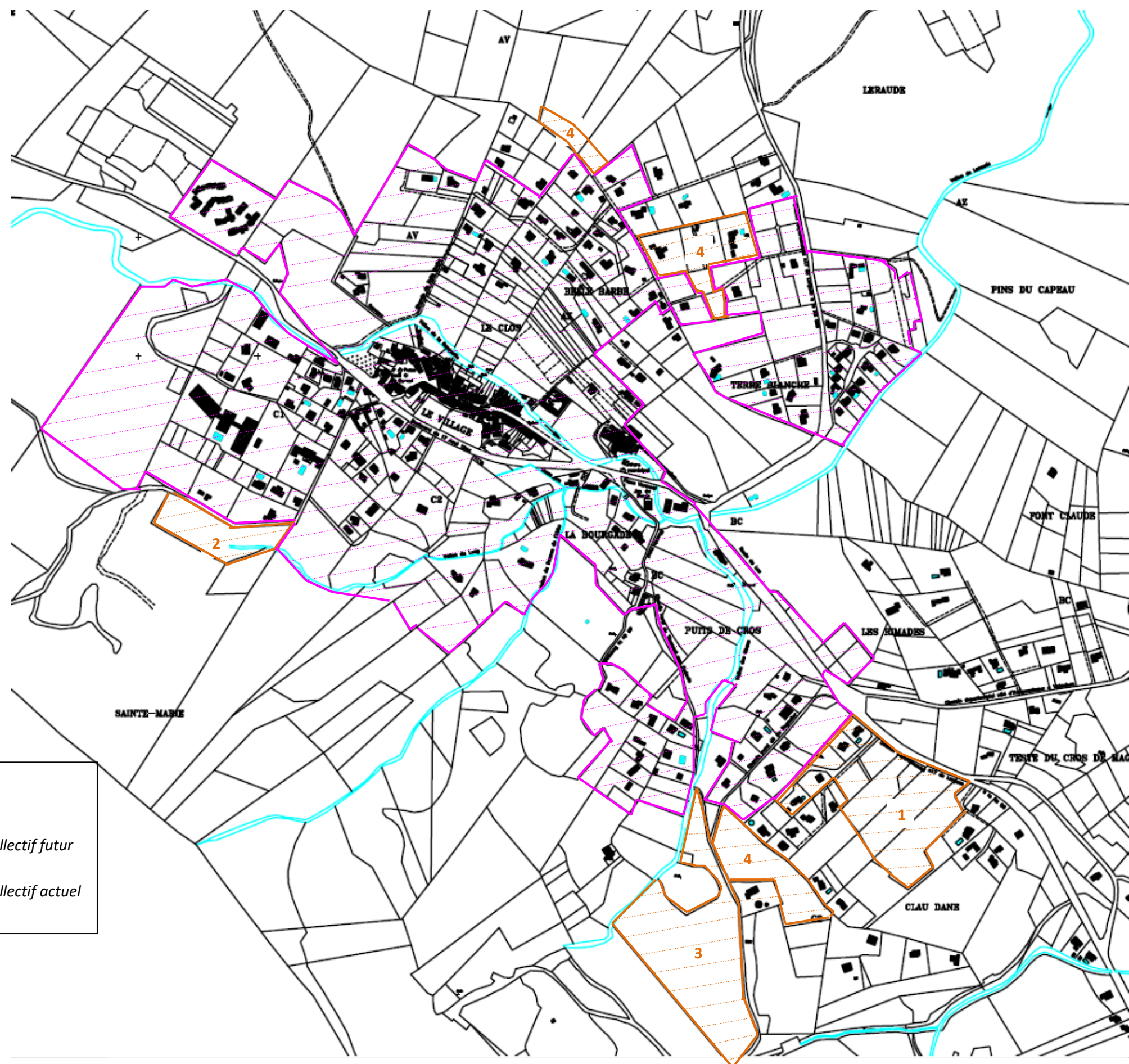
- ✓ En rose: Zone en assainissement collectif actuel
- ✓ En orange : Zone en assainissement collectif futur sous réserve de la réalisation des projets
- ✓ Le reste (sans couleur) : Zone en assainissement non collectif

Le plan de zonage découlant de cette proposition sera annexé à la délibération du Conseil Municipal.


N.B: les usagers ayant en projet une habitation sur des parcelles en assainissement non collectif, qui se situeraient en zone potentiellement inondable (mais pas en zone rouge), devront prévoir la création d'un tertre permettant à l'installation d'ANC d'être située au-dessus des plus hautes eaux d'une crue trentennale.


Les projets recensés en phase 2 sont numérotés sur le plan comme suit :

1. Future ZAC + chemin de Cigaronne + chemin de Rigoulhier
2. Future Salle Polyvalente
3. Projets touristiques de 300 lits
4. Densification de l'habitat



LEGENDE

 Zone en assainissement collectif futur

 Zone en assainissement collectif actuel

CARTE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT PROPOSE

